

PAR COURRIEL

Québec, le 8 juillet 2020

Monsieur,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 18 juin 2020, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

« le nombre total de ménages bénéficiant du Programme de suppléments au loyer sur le territoire de la Ville de Montréal pour les années 2017-2018, 2018-2019 et 2019-à aujourd'hui

le nombre total de ménages bénéficiant du programme Allocation-logement sur le territoire de la Ville de Montréal pour les années 2017-2018, 2018-2019 et 2019-à aujourd'hui ».

Après analyse, nous accédons à votre demande. Vous trouverez les renseignements demandés en pièces jointes.

...2

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Responsable de l'accès aux documents et de
la protection des renseignements personnels,

(Original signé)

FADI GERMANI

N/Réf. : 2020-2021-11

RLRQ, chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

51. Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

Nombre de ménages bénéficiant du Programme de supplément au loyer dans la Ville de Montréal

(Données au 31 décembre 2019)

Année ¹	Programme de supplément au loyer
2017	12193
2018	12528
2019	12830

1. La période de référence s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Nombre de ménages bénéficiant du programme Allocation-Logement pour la région de Montréal²

(Données au 30 septembre 2019)

Année ³	Programme Allocation-Logement
2016-2017	35579
2017-2018	31597
2018-2019	28907
2019-2020	N/D ⁴

2. Les données du programme Allocation-Logement ne sont pas disponibles par municipalité il s'agit donc des données de la Région administrative 06 - Montréal.

3. La période de référence s'étend du 1^{er} octobre au 30 septembre.

4. Les données sont non disponibles puisque la période de référence est toujours en cours.